

ARRÊTE MUNICIPAL

N° 2016 – 27

Le 1er avril 2016

Le Maire de Rillieux-la-Pape,

AV/CJL/AP/JM

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-18 et L. 2122-31 et L. 2122-32,

**DIRECTION
GENERALE
SECRETARIAT
GENERAL**

Vu le procès verbal du Conseil Municipal en date du 5 avril 2014 établi pour l'élection du Maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n° 2014-123 donnant délégation de signature à Madame Christelle SEVE

**Objet : Arrêté
délégation de
signature**

Considérant que le Maire peut sous sa surveillance et sa responsabilité déléguer une partie de ses fonctions à un adjoint conformément à l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, et qu'il convient de mettre à jour la délégation de Madame Sève,

**Affichage
du
au
inclus**

Arrête :

Article 1^{er} : L'arrêté n° 2014-123 est abrogé.

Article 2 : Madame Christelle SEVE, dixième adjointe, outre les attributions que lui confère le Code Général des Collectivités Territoriales en tant qu'officier de police judiciaire et officier d'état civil, reçoit délégation de fonctions et de signature à compter du 1^{er} avril 2016 pour toute pièce acte et document relatif à la petite enfance, aux structures d'accueil de la petite enfance, et à la santé, et ceci à l'exception des marchés publics et des délégations de service public.

Cette délégation de signature sera exercée sous ma surveillance et ma responsabilité et prendra effet dès sa transmission en Préfecture et sa publication.

Article 3 : En application de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsqu'un élu municipal titulaire d'une délégation de signature du maire estime se trouver en situation de conflit d'intérêt, il en informe le maire par écrit en

précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences et un arrêté du maire détermine alors les questions pour lesquelles le délégataire doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Cet arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Article 6 : Après visa de Monsieur le Préfet, ampliation du présent arrêté sera transmis :

- au Directeur Général des Services,
- au Receveur Percepteur,
- au Procureur de la République.

Notifié à l'intéressé (e), le

Alexandre Vincendet
Maire de Rillieux-la-Pape
Conseiller de la Métropole